

Quelle solidarité avec le peuple ukrainien

Category: Arguments et analyses, International

écrit par Pacco | 18 novembre 2022

Ce texte se situe dans le prolongement du texte de la brochure « Pourquoi soutenir la résistance ukrainienne » et constitue une tentative de réponse aux thèses du POI

De quelle guerre s'agit-il ?

Il s'agit clairement d'une guerre d'agression et non d'une guerre défensive de la Russie menacée par l'OTAN, malgré toutes les tentatives du Kremlin d'inverser la charge de cette invasion. Baptisée « Opération spéciale » pour la « dénazification », la « démilitarisation », la « libération du peuple ukrainien » ou pour éviter un « génocide », cette guerre barbare, depuis les échecs répétés de l'armée russe, est devenue une guerre de « défense contre l'OTAN » accusée de vouloir détruire la Russie. Impuissant à envahir l'Ukraine pour y installer un régime fantoche, le dictateur du Kremlin accuse désormais l'Occident de « satanisme » et utilise sa puissance militaire pour tenter de détruire l'Ukraine et la rayer de la carte des nations. Sa responsabilité est entière dans ce conflit, sans la moindre excuse ni justification.

Cette guerre, masquée derrière des paravents aussi variables que misérables, n'est qu'une grossière guerre d'agression impérialiste avec son cortège de crimes de guerre, de destructions, de déportations massives et de millions de réfugié·es. Ce faisant, pour satisfaire ses ambitions impérialistes, il entraîne le peuple russe, et en premier lieu sa jeunesse, dans une entreprise insensée, une impasse stratégique et un suicide social.

Une responsabilité de l'OTAN ?

L'extension de l'OTAN vers l'est après la chute du Mur (1989) et la désintégration de l'Union Soviétique (1991) n'ont certes pas été des facteurs de pacification des relations avec la Russie. L'occasion a été manquée, aussi bien du fait de la Russie que de l'Occident, de refonder l'ordre européen sur une dissolution des blocs (OTAN et OTSC). Dans cette période de tensions maintenues, on peut comprendre que les pays d'Europe de l'Est, échaudés par l'oppression stalinienne, aient choisi de s'abriter sous le parapluie de l'OTAN. Et les agressions successives de la Russie en Tchétchénie, Géorgie, Syrie et Crimée n'ont fait que conforter ce choix.

Ce n'est pas parce que l'OTAN menaçait la Russie que Poutine a déclenché cette guerre terroriste mais parce que ce dernier a choisi le moment où les USA se retiraient piteusement d'Afghanistan et prenaient de la distance avec la partie Européenne de l'OTAN. E. Macron n'affirmait-il pas, il y a peu, que l'OTAN était « en état de mort cérébrale ». C'est l'agression russe qui a renforcé l'Alliance Atlantique avec l'entrée de nouveaux pays (Finlande et Suède) et le renforcement de la présence américaine en Europe. Si la volonté des USA avait été de menacer la Russie par le truchement de l'Ukraine, ils ne l'auraient jamais poussée (obligée ?) à transférer son arsenal de 3e puissance nucléaire (1 500 ogives) vers la Russie en 1994 en échange de la reconnaissance de ses frontières.

L'Ukraine demande son entrée dans l'OTAN depuis la chute de l'URSS en 1991. La France et l'Allemagne ont clairement exprimé leur refus en 2008 et la demande pressante de l'Ukraine, depuis l'invasion russe, n'est toujours pas validée après 9 mois de guerre. Et ce n'est pas parce que la propagande poutinienne fait croire aux Russes depuis plus de quinze ans que l'OTAN menace la Russie que cette menace est une réalité.

Ce n'est pas la menace de l'OTAN, mais sa crise qui a poussé Poutine à envahir l'Ukraine pour tenter de réaliser son rêve grand russe et retrouver sa place dans la cour des grandes puissances. Poutine a ordonné l'invasion parce qu'il pensait l'armée ukrainienne peu opérationnelle, qu'il continuait à voir en Zelensky un bouffon sans réelle étoffe de président, qu'il misait sur un occident désuni et passif comme en 2014, et surtout qu'il n'imaginait pas la force de la résistance ukrainienne. Ce n'est pas l'OTAN qui affaiblit la Russie mais l'erreur monumentale de son dictateur. Que les occidentaux et en premier lieu les USA profitent de cette erreur pour contraindre Poutine à retirer son armée d'Ukraine et lui faire payer son erreur n'en est que la conséquence.

Dire cela n'est pas se prononcer en faveur de l'OTAN ni excuser les guerres et les massacres que l'Occident a perpétrés dans différentes parties du monde au cours des cinquante dernières années (Vietnam, Serbie, Irak, Afghanistan) et qui n'ont rien à envier aux crimes et exactions de l'armée russe en Ukraine. Dire cela n'est pas soutenir le régime capitaliste qui marie très bien les intérêts nationaux et internationaux des puissances occidentales et ceux des oligarques russes et ukrainiens.

Une guerre entre impérialismes ?

Si on peut admettre que les pays fournisseurs d'armes sont des cobelligérants, ce sont les Ukrainiens qui se battent et meurent pour le droit à exister. Ce ne sont pas les Européens ou les Américains. Une guerre directe entre les impérialismes occidentaux et la Russie mettrait en jeu une autre puissance de feu occidentale et aboutirait soit à une guerre nucléaire soit une défaite de l'armée russe au vu de l'état de ses troupes et la relative faiblesse de ses armes conventionnelles. La guerre actuelle est certes une guerre hybride avec des répercussions mondiales importantes, mais elle reste, du moins pour l'instant, un affrontement militaire direct entre Russes et Ukrainiens.

Il ne s'agit pas davantage d'une guerre par procuration. Les Européens s'en seraient bien passé et les USA, depuis la présidence d'Obama, poursuivaient leur désengagement militaire en Europe pour mieux assurer leur confrontation avec l'empire chinois. Malgré les affirmations de certains responsables américains ou européens, d'ailleurs aussi variables que contradictoires sur une confrontation avec la Russie, pour l'affaiblir voire la détruire et s'accaparer ses richesses, il est difficile de croire, après neuf mois de guerre et des dizaines de milliers de morts, que le peuple ukrainien se bat pour une autre cause que la défense de sa liberté et son droit à l'autodétermination. Que cette résistance entre en convergence avec les intérêts des pays qui lui fournissent des armes pour sa défense est une évidence, conséquence de l'agression russe contre l'Ukraine et non l'inverse.

La lenteur avec laquelle les pays occidentaux ont fourni des armes à l'Ukraine pendant les premiers mois de guerre, avant que le front n'évolue en sa faveur, de même que le refus de livrer des armes bien plus offensives (avions, chars, missiles longue portée,...), montrent bien qu'ils n'avaient pas vraiment l'intention d'affronter la Russie et encore moins de la détruire. L'empressement avec lequel les USA et plusieurs pays européens cherchent, au lendemain de la prise de Kherson, à convaincre (contraindre ?) Zelensky et le peuple ukrainien de négocier en est une preuve supplémentaire.

Une défaite militaire russe affaiblirait encore plus la Russie et provoquerait un séisme dans le pays. Ce faisant, elle pourrait être bénéfique pour le peuple russe. En le libérant de cette guerre criminelle qui le traumatise, elle lui donnerait de réelles possibilités d'imposer des exigences de démocratie.

Une résistance de libération nationale

Balayer d'un revers de mains les comparaisons historiques pour refuser le caractère de libération nationale à la résistance

ukrainienne n'est pas très crédible. La guerre du Vietnam, qui fit de l'URSS et la Chine des impérialismes cobelligérants, fut avant tout une guerre de libération nationale et non pas une guerre entre impérialismes. En internationalistes convaincus nous nous sommes mobilisés activement pour que ces pays aident militairement le Vietcong contre l'agression américaine. Sans cette aide l'issue de la guerre aurait été probablement différente.

La guerre de 39-45 fut un affrontement direct entre puissances impérialistes ou capitalistes. Fallait-il que les USA, dont la nature impériale ne faisait pas de doute, ne fournissent pas d'armes, avant leur entrée en guerre, à la Grande Bretagne et à l'URSS contre le régime Nazi au prétexte qu'il s'agissait d'un conflit entre puissances impérialistes ? Fallait-il que les combattants français ne demandent pas l'aide militaire des USA et de la Grande Bretagne pour vaincre l'Allemagne nazie ? Fallait-il se contenter d'exiger des négociations pour obliger les Nazis à rentrer chez eux ? Fallait-il renvoyer dos à dos les impérialismes allemand et occidentaux et ne pas se battre ? Qui peut oser dire cela aujourd'hui ? L'histoire a définitivement tranché sur cette question comme elle est en train de le faire aujourd'hui en Ukraine.

Que les intérêts économiques, financiers et géopolitiques soient à l'oeuvre dans cette guerre, directement pour les Russes pour s'emparer des richesses du Donbass ou indirectement pour les pays occidentaux, est une évidence. Mais ne pas voir que la résistance ukrainienne livre, sur son propre territoire, une guerre de libération nationale, c'est renvoyer dos à dos une dictature dont les procédés terroristes confinent au génocide et un peuple qui se bat pour son émancipation définitive d'un impérialisme particulièrement oppresseur. On ne peut renvoyer dos à dos le peuple Ukrainien et la Russie de Poutine qui viole le droit international en déclenchant une guerre d'agression pour une conquête impérialiste insensée, qui multiplie les crimes de guerre et

les débuts de génocide en projetant la destruction totale de l'Ukraine.

Pourquoi aider le peuple ukrainien ?

Condamner Poutine et son agression c'est le minimum,
Apporter un soutien humanitaire c'est indispensable,
Apporter un soutien politique lors de manifestations ou autres initiatives est très important.

Mais en rester là c'est laisser Poutine envahir aujourd'hui l'Ukraine et demain les pays baltes, la Moldavie, la Géorgie, c'est renforcer son pouvoir de despote pour continuer d'asservir le peuple russe, c'est encourager d'autres impérialismes à violer le droit international, c'est faire reculer la démocratie dans le monde.

Le peuple ukrainien a choisi de prendre son autonomie et de choisir son destin en dehors de la Russie en 1991 par un référendum aux résultats incontestables. Son existence en tant que peuple souverain de même que ses frontières (Crimée comprise) ont été reconnues en échange de sa force nucléaire avec la Russie en 1994 dans le mémorandum de Budapest signé par la Russie, les USA, la Chine la France et la Grande Bretagne.

Les Ukrainiens ont manifesté leur volonté d'indépendance et de démocratie lors de la révolution orange de 2004 et de Maïdan en 2014, évènements considérés à tort par certains comme manipulés par l'Occident alors qu'il s'agissait essentiellement d'authentiques soulèvements populaires animés par des sentiments d'anticorruption et des exigences de démocratie. Il a choisi la voie de la démocratie même si le chemin pour y parvenir reste encore long et conflictuel, comme il le fut et le reste encore pour toutes les démocraties de la planète.

Le peuple ukrainien a choisi de se battre pour exister en tant que peuple et choisir son destin. À sa demande il a le droit à

une aide militaire. L'ONU n'est pas en capacité d'arrêter cette agression et de garantir la paix, et Poutine n'acceptera de retirer ses troupes d'Ukraine que sous la menace d'une défaite militaire. En rester à la répétition sur tous les tons « il faut stopper cette guerre » et/ou « *il ne faut pas rajouter la guerre à la guerre* » et ne pas aider militairement le peuple ukrainien c'est soit soutenir indirectement Poutine soit faire aveu d'impuissance. Si les manifestations de soutien à la résistance ukrainienne et à l'opposition russe à la guerre sont absolument nécessaires et doivent être développées, chacun sait qu'elles ne suffiront pas et surtout qu'elles faibliront ou s'éteindront si la résistance ukrainienne ne reçoit pas un soutien militaire suffisant pour résister.

Soutenir le peuple ukrainien dans cette guerre pour la libération de son territoire et son droit à l'existence n'est pas soutenir la politique de son gouvernement ultra-libéral. La lutte des classes continue en Ukraine face à un patronat qui continue son exploitation pendant la guerre. Des milliers de syndicalistes se battent dans les entreprises en même temps qu'ils soutiennent leurs camarades engagés sur le front de résistance à l'armée russe. Les syndicats indépendants, la Confédération des syndicats libres, la Fédération des syndicats ukrainiens ne cessent de s'opposer aux mesures antisociales de leur gouvernement : baisse des salaires, chômage, attaques contre le droit du travail, conventions collectives suspendues Dans les villes occupées ce sont des réseaux de résistances populaires qui agissent, se coordonnent avec l'armée pour affaiblir l'ennemi.

Malgré des législations rétrogrades du pouvoir en place ce sont les gens du peuple, la classe ouvrière, les associations diverses représentant la plus grande partie de la société civile qui se sont levées pour défendre leur pays, certains au sein de l'armée ou de la défense territoriale, la grande majorité dans l'organisation de la société civile. C'est tout

un peuple qui se bat. En qualifiant avant tout cette guerre comme un conflit entre impérialismes, un conflit qui ne nous concerne donc pas, une partie de la Gauche occidentale élude complètement cette réalité essentielle.

La guerre a fait surgir de nouvelles formes d'organisation et de politique de proximité. La mobilisation de la nation pour la guerre de libération a renforcé le sentiment d'une cause commune et fait comprendre que c'est grâce aux gens ordinaires et non aux oligarques et au patrons que ce pays existe. La guerre a aussi changé la vie sociale et politique en Ukraine.

L'enjeu de cette guerre n'est pas seulement la victoire contre l'invasion de l'armée russe. Elle est aussi la reconstruction du pays et de la nation avec un autre modèle politique et social, contre les forces néo-libérales, pour un pays appartenant à son peuple et disposant de solides garanties sociales et démocratiques. Ne voir dans ce conflit qu'un affrontement entre impérialismes russe et occidental avec ses conséquences mondiales relève de l'aveuglement ou de l'obsession à ne voir la réalité qu'au travers du prisme géopolitique.

Face à cette agression dont la responsabilité est celle du régime de Poutine, c'est un peuple qui résiste pour son existence et son avenir. C'est la force et l'engagement du peuple appuyé par les armes occidentales qui lui permet non seulement de tenir tête à une des plus grandes puissances de la planète mais encore d'engranger des succès. Ne pas le soutenir par tous les moyens serait le laisser démuni face à l'armée russe et aux oligarques libéraux de l'Est et de l'Ouest qui continueront à lui imposer leurs règles et à l'exploiter.

Négocier avec Poutine ?

« *Il faut stopper les va-t-en-guerre* ». Chacun peut en convenir, mais comment et pour aboutir à quoi ?

- En acceptant de négocier avec Poutine ? Mais sur quoi ?

Sur le retrait des forces russes des territoires occupés ? Qui peut croire un seul instant que les Russes veuillent l'accepter aujourd'hui après avoir annexé quatre régions d'Ukraine et continué leurs frappes contre les habitations et les infrastructures civiles.

Sur la ligne de front actuel ? Mais qui peut croire que le peuple ukrainien acceptera une telle négociation alors que l'armée russe continue les massacres et la destruction du pays ?

Et qui négociera ? Les grandes puissances engagées directement ou indirectement dans ce conflit ? Sur le dos des Ukrainiens ? Que les puissances occidentales travaillent à préparer une négociation, qu'elles la facilitent oui ! mais sur la base de la volonté et des exigences légitimes du peuple victime de l'agression !

- En arrêtant de fournir des armes à l'Ukraine ? Qui peut croire que les Russes, dont le but est d'asservir l'Ukraine et de la rayer de la carte des nations, accepteraient de se retirer des territoires conquis qu'ils viennent d'annexer ? Non seulement ils ne se retireraient pas mais ils continueraient leur agression impérialiste au-delà des frontières de l'Ukraine.

Arrêter de soutenir militairement l'Ukraine serait de fait soutenir la Russie et ses visées impérialistes. Laisser la Russie triompher serait encourager de futures agressions et donner une prime à d'autres nations pour de nouvelles menaces nucléaires. Se battre pour la paix et le désarmement, qui sont une exigence de tous les temps, n'a de sens que si en même temps les déclencheurs de guerre sont, dans toute la mesure du possible, stoppés dans leur entreprise de destruction et de crimes de guerre. Laisser faire l'agresseur ou le terroriste en n'appelant qu'à la paix relève de l'incantation et de l'impuissance.

Cette guerre n'est pas la nôtre ?

Pas directement c'est une évidence. Mais, indirectement du fait de l'invasion russe, certainement et cela pour plusieurs raisons :

- Par solidarité avec un peuple envahi et martyrisé mais qui se bat pour son existence ; par solidarité aussi avec celles et ceux qui en Ukraine se battent pour que cette guerre laisse place à une société plus juste et plus démocratique ; par solidarité encore avec celles et ceux qui en Russie et en Biélorussie refusent cette guerre ; par solidarité enfin avec la grande majorité du peuple russe qui subit la dictature du système poutinien. Une défaite de Poutine pourrait s'avérer salutaire si un sursaut de conscience pousse le peuple russe vers une évolution (révolution ?) démocratique, évolution qui serait en grande partie redevable de la résistance ukrainienne héroïque
- Pour contraindre un pays agresseur à abandonner son invasion et faire respecter le droit international des peuples à leur souveraineté et leur sécurité,
- Pour que les responsables de multiples crimes de guerre et de tentatives répétées de génocide répondent de leurs actes devant un tribunal international : cette exigence est indispensable pour dissuader les futurs candidats à d'autres invasions ou à la menace (voire l'utilisation) de l'arme nucléaire,
- Pour que l'agresseur responsable soit contraint de participer à la réparation des immenses destructions produites par son agression,
- Pour défendre les valeurs de démocratie. Il n'y a pas équivalence entre les systèmes dictatoriaux qui oppriment leur peuple et les régimes où les droits de l'homme et les règles démocratiques ont été acquis après des siècles de lutte. Le peuple ukrainien, dans sa lutte contre l'envahisseur, engage

en même temps un autre combat, celui pour la démocratie et pour un ordre social plus juste. La démocratie repose sur un ensemble de droits et de libertés et le droit à l'autodétermination en fait partie. C'est une des raisons fondamentales pour laquelle il a choisi de quitter la sphère soviétique et post-soviétique, choix insupportable pour l'impérialisme russe depuis l'accès de Poutine et ses oligarques au pouvoir.

Des sanctions économiques justifiées ?

Qu'aurait-on dit si aucune sanction n'avait été prise contre l'entreprise criminelle de Poutine et ses oligarques ? Si le principe des sanctions est totalement justifié, sont-elles pertinentes et suffisantes ? L'embargo sur les fortunes colossales des oligarques russes amassées depuis la chute de l'URSS par le pillage des richesses étatiques n'a été mise en place que de manière marginale. Le principal d'entre eux, Poutine, n'a guère été inquiété. Les grandes fortunes de Russie comme de l'Ouest cachent leurs avoirs dans les mêmes paradis fiscaux et se protègent mutuellement. Toutes ces fortunes devraient être mises sous embargo et confisquées pour, en premier lieu, servir à dédommager l'Ukraine des destructions et crimes de l'armée et du pouvoir russes.

La mise en œuvre très partielle de l'embargo sur le pétrole et le gaz continue de fournir des milliards d'euros à l'économie russe. Visiblement, plusieurs pays européens n'en veulent pas, sans doute pour espérer fournir assez de chaleur aux européens cet hiver, mais aussi pour qu'ils puissent continuer à tirer d'énormes profits du négoce avec Moscou sur les énergies fossiles. Pourtant un tel embargo sur ces énergies serait une opportunité historique pour accélérer la lutte contre le réchauffement climatique.

Raymond Maguet (Ensemble 21)

Le 16 novembre 2022